

À Villepinte, le 4 novembre 2020

À M. le recteur Daniel Auverlot,
Rectorat de Créteil.

À M. l'inspecteur d'académie - directeur académique
des services de l'Éducation nationale (IA-DASEN) Antoine CHALEIX,
DSDEN de Seine-Saint-Denis.
s/c du Chef d'établissement
et transmis par voie syndicale.

Objet : Lettre commune des établissements scolaires du secondaire de Villepinte, Seine-Saint-Denis.

Le contexte sanitaire est grave en France. La deuxième vague du coronavirus a été annoncée par le Président de la République comme étant plus massive que celle du printemps 2020. Or, dans son allocution, décision a été prise de garder les établissements scolaires ouverts. À rebours de toute logique sanitaire, nous avons compris que l'essentiel était de sauvegarder l'économie, quitte à sacrifier des vies humaines.

La Seine-Saint-Denis, plus que tout autre territoire de la France métropolitaine, a payé son tribut en nombre de morts. Les politiques publiques, qui avaient consisté à détruire sur le temps long les services publics, n'ont fait qu'aggraver ce bilan dramatique.

Dans l'Éducation Nationale, les directives gouvernementales ne sont pas à la hauteur de la gravité de cette situation : nettoyer les tables ? Rappeler les règles de distanciation aux élèves ? Sens de circulation ? Nous le faisons déjà. Les bilans sanitaires sont toujours plus alarmants, et rien n'a changé.

Il apparaît actuellement que « *les adolescents de 12 à 18 ans semblent avoir la même susceptibilité au virus et la même contagiosité vers leur entourage que les adultes* » (Rapport du Conseil scientifique du 26 octobre 2020). Bien que fort de toutes ces données, le gouvernement aurait dû prendre les mesures adéquates, à rebours de l'incurie qui le caractérise.

Rien n'a été fait, politiquement, pour contrevenir à une situation anticipée par tous les acteurs de terrain de l'Éducation Nationale : dans un premier temps, le minimum aurait été de mettre en place des dédoublements, afin de limiter le brassage entre les élèves. En plus de cela, bien des aménagements matériels auraient pu être prévus, comme l'installation de purificateurs d'air dans les salles de classe. Enfin et logiquement, le gouvernement aurait dû embaucher massivement des personnels (enseignement, vie scolaire, entretien) pour se donner et nous donner les moyens d'assurer à la fois un protocole sanitaire correct, et des conditions décentes d'apprentissage pour les élèves.

Si nous nous réunissons ici en tant que collectif villepintois, c'est que nous savons que nos voisin.e.s partagent ces constats et subissent les mêmes politiques méprisantes et ineptes. Nous avons dégagé trois volets d'action, qui permettraient aux établissements de rester ouverts en assurant une diminution des risques de propagation du virus. Cette ouverture vient de cet autre constat : le distanciel n'est aucunement une solution envisageable, car il ne fait

qu'accentuer des inégalités persistantes et entretenues structurellement par les politiques d'abandon de notre territoire.

C'est pourquoi nous demandons comme urgence absolue l'application de ce premier point, à savoir la mise en place de demi-groupes, qui permettrait une limitation du brassage, du décrochage, et favoriserait la distanciation physique, et qui serait aujourd'hui un moindre mal dans un tel contexte. Il nous paraît indispensable, dans un second temps, que des mesures matérielles, de court et de long terme, soient prises. Dans un troisième et dernier temps, un recrutement de personnels devra se faire, sans lequel aucune amélioration pérenne ne sera possible.

L'institution et les décideurs politiques ne prenant par leurs responsabilités, nous devons les inciter à agir dans une direction qu'ils ont depuis longtemps délaissée, et dans l'intérêt de personnes qu'ils n'ont eu de cesse de mépriser : parent.e.s, élèves, enseignant.e.s, personnels de vie scolaire et du pôle médico-social, agent.e.s d'entretien.

Ce collectif se veut donc être une réponse à ce mépris et un levier d'action pour organiser collectivement des conditions respectables de travail.

Afin d'aborder ces différentes questions et d'y trouver des solutions adaptées et efficaces, nous demandons une audience vendredi 6 novembre 2020 au rectorat et/ou à la DSDEN.

Les enseignant.es du lycée Jean-Rostand et des collèges
Camille-Claudé, Françoise-Dolto et Les-Mousseaux,
Les parent.es d'élèves de la section FCPE de Villepinte,
Les sections syndicales SUD Éducation 93 et SNES.